



COMMUNIQUÉ DE PRESSE

Presqu'un million de chômeurs en plus, fin 2020 ?

L'Unedic vient de sortir ses prévisions financières trimestrielles, dans un contexte inédit de crise de l'emploi du fait de la crise sanitaire.

Les prévisions sont catastrophiques d'abord pour les salarié.e.s, qu'ils soient actuellement en emploi en CDI ou travailleuses et travailleurs précaires déjà confronté.e.s à la mise au chômage total depuis mars.

L'Unedic annonce au moins 900 000 chômeurs supplémentaires en fin d'année 2020, en équivalent temps plein, soit au moins 1 million d'individus dont 630 000 seraient indemnisés.

On commence déjà à voir arriver les plans de suppressions d'emploi, parfois opportunistes car en préparation avant la crise sanitaire.

Les travailleuses et travailleurs précaires risquent d'être durablement touché.e.s et devraient continuer à constituer « l'armée de réserve du capitalisme ».

Un double risque se profile : l'aggravation du chômage et le chantage à la dette pour faire baisser les droits sociaux. En effet, le déficit annuel, à fin 2020, devrait se porter à 25,7 milliards d'euros et l'endettement total à 63,1 milliards d'euros, soit presque deux années d'exercice.

Plus de 11 milliards sont dus au financement de l'activité partielle (dont 1/3 incombe à l'Unedic).

Le patronat, Medef en tête, si prompt à contester le droit aux allocations au nom de la bonne gestion, refuse de répondre aux demandes des organisations syndicales sur ce sujet. Il préfère continuer à bénéficier d'un robinet grand ouvert !

Pour la CGT ces chiffres montrent trois urgences :

- la nécessité d'une autre politique de l'emploi, en particulier pour les jeunes, qui permette de maintenir et développer l'emploi, en considérant celles et ceux qui travaillent, plutôt que les actionnaires et leurs dividendes ;
- le besoin d'une nouvelle protection sociale, à travers une sécurité sociale professionnelle pour toutes et tous ; cela passe par l'annulation immédiate de la réforme d'assurance chômage – rendue encore plus insupportable par la crise sanitaire – et par la prolongation de tous les droits en cours ;
- un nouveau financement de la protection sociale basé sur la cotisation et mettant fin aux exonérations et autres exemptions.

Le gouvernement et le patronat préparent un nouveau chantage à l'emploi et aux droits. Nous devons donc nous mobiliser pour l'emploi et à travers la campagne pour l'annulation de la réforme 2019 de l'assurance chômage.

Montreuil, le 18 juin 2020